



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
Du 12 au 16 février 2024

LE CHIFFRE A RETENIR

0,9%

de déficit budgétaire sur
l'exercice 2024/2025
mozambicain

Zoom sur les investissements de TotalEnergies en Namibie (The Namibian)

TotalEnergies vient d'indiquer que son dernier forage en eaux profondes au large de la Namibie a donné des résultats positifs, ce qui laisse présager une nouvelle découverte potentielle de pétrole. Dans la foulée, le groupe a annoncé l'allocation de 5,7 Mds NAD (280 M EUR) pour l'année 2024 dans le cadre de ses travaux d'exploration et d'évaluation pétroliers dans le pays. Cela confirme l'importance de la Namibie dans les opérations internationales de TotalEnergies, sachant qu'en plus de ce nouvel investissement, l'entreprise dédie 30% de son budget exploration de l'année 2024 à la Namibie. Le groupe a ainsi annoncé son projet de faire l'acquisition de 75% des parts du navire de forage Tungsten Explorer, qui appartenait à l'entreprise américaine Vantage. Pour cela, le groupe va investir 199 M USD dans le cadre d'une coentreprise majoritaire dans laquelle Vantage conservera 25% de l'actionnariat. Outre la Namibie, le Tungsten Explorer mène des activités d'exploration au large de Chypre et de la République du Congo. La nouvelle découverte dans le puits pétrolier Mangetti1X est susceptible d'accroître les ressources récupérables existantes dans le bloc 2913B. M. Pouyanné a également confirmé que le champs pétrolier Venus présenterait un fort potentiel d'extension au Nord et au Sud (Kokerboom). Cette exploration fructueuse pourrait ainsi inciter d'autres majors pétrolières à investir fortement dans le pays, dans lignée des annonces majeures du groupe portugais Galp ces dernières semaines.

Sommaire :

Afrique du Sud

- La production manufacturière progresse légèrement en 2023, alors que la production minière recule (*StatsSA*)
- La distribution électrique diminue de 4% en 2023 (*StatsSA*)
- Le roi zoulou Misuzulu se nomme lui-même président du fonds Ingonyama (*IOL*)
- *Nedbank* confirme un recul important des grands projets d'investissement en 2023 (*Nedbank*)
- Le Président sud-africain Ramaphosa mentionne un ambitieux projet de train à grande vitesse lors de son discours de l'Etat de la Nation (SONA) (*MyBroadband*)

Angola

- Le Trésor angolais injecte 300 M USD sur le marché des changes (*Angonoticias*)
- La Banque centrale commente l'évolution et les perspectives du marché des changes (*Banque centrale*)

Botswana

- Le gouvernement botswanais va injecter 621 M P (42,1 M EUR) dans le secteur aérien (*Mmegi*)

Mozambique

- Le budget prévoit une hausse de l'endettement externe (*Ministère des Finances*)

Malawi

- Le Président Chakwera dresse un portrait sombre du pays dans son discours sur l'état de la nation (*Parlement*)
- Le Malawi lève les restrictions de visa pour 79 pays dont la France (*Business Insider Africa*)

Namibie

- La Banque centrale maintient son taux directeur à 7,75% (*Bank of Namibia*)

Zambie

- La Banque centrale rehausse son taux directeur de 1,5 point à 12,5% (*Bank of Zambia*)
- Le président zambien Hichilema promeut le potentiel du corridor de Lobito (*Lusakatimes*)

Zimbabwe

- Le FMI conclut une mission d'analyse économique (*FMI*)

Afrique du Sud

La production manufacturière progresse légèrement en 2023, alors que la production minière recule (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), la production manufacturière a progressé de 0,4% en 2023, après une baisse de 0,3% en 2022. La croissance est portée par le rebond de l'industrie métallurgique (+1,6%, soit une contribution positive de 0,3 point à la croissance totale), de l'industrie automobile (+2,3%, soit +0,2 point) et de l'industrie du bois et de papeterie (+1,4%, soit +0,2 point). A l'inverse, cinq secteurs ont enregistré un recul de leur activité, en premier lieu desquels l'industrie agroalimentaire (-0,7%, soit -0,2 point). En parallèle, la production minière s'est contractée (-0,4%), pour la seconde année consécutive, après -7,2% en 2022. Cette évolution s'explique notamment par les mauvaises performances du secteur diamantifère (-39%, soit une contribution négative de 1,3 points à la croissance totale) et dans une moindre mesure de l'extraction des matières premières pour la construction (-6,6%, soit -0,2 point). Au total, six secteurs sur douze enregistrent une contraction de leur activité. La baisse de l'indicateur est cependant compensée par la croissance de l'extraction d'or (+7,9%, soit +1,2 point) et dans une moindre mesure par les métaux du groupe platinoïde (+1,2%, soit +0,3 point). Ces résultats en demi-teinte reflètent cependant une certaine résilience de l'économie dans un contexte d'aggravation des crises énergétique (voir [infra](#)) et logistique.

La distribution électrique diminue de 4% en 2023 (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), le volume d'électricité distribué en 2023 a atteint 206,2 GWh, soit 4% de moins qu'en 2022, après une contraction de 2,8% en 2022. Cette évolution s'explique par la baisse de la production électrique en 2023 (-4,4%) après -3,8% en 2022, principalement due à la crise opérationnelle que traverse l'électricien public Eskom, en incapacité de faire face à la demande (parc de centrale à charbon

vieillissant et impact des actes de sabotages qui amènent une multiplication des pannes). Le taux de disponibilité des actifs de génération d'Eskom a ainsi chuté à 54,7%, contre 58,1% en 2022 et 61,7% en 2021. L'entreprise publique, qui génère la grande majorité de l'électricité nationale (86,7% de la production en 2023) a ainsi enregistré un recul de 7% de sa production énergétique. Dans le même temps, les producteurs indépendants ont augmenté leur production de 13,5%. Ces données illustrent la crise énergétique sans précédent que traverse l'Afrique du Sud - le pays a ainsi enregistré 288 jours de délestages électriques sur l'année, contre 188 en 2022 (soit des coupures de courant quasi-quotidienne, atteignant jusqu'à 10 heures par jour au pic de la crise).

Le roi zoulou Misuzulu se nomme lui-même président du fonds Ingonyama (IOL)

Le roi zoulou Misuzulu kaZwelithini a limogé Thanduyise Mzimela, président du conseil d'administration du fonds Ingonyama, et s'est nommé lui-même nouveau président de cet organisme qui administre les terres rurales dans la province du KwaZulu-Natal en Afrique du Sud. Pour la première fois depuis la création du fonds en 1994, le roi, unique administrateur de ce dernier, le présidera également. Le fonds a été créé dans les derniers jours du régime de l'apartheid pour gérer les terres appartenant au gouvernement de l'ancien gouvernement du KwaZulu, soit plus de 2,8 millions d'hectares. Cette révocation intervient dans un contexte de division dans la famille royale zouloue avec notamment la révocation récente du prince Afrika comme porte-parole du roi. Ce dernier est aussi engagé dans une bataille juridique avec son frère et son oncle pour le trône zoulou qui exerce traditionnellement un pouvoir politique, social et économique considérable sur les 12 millions de zoulous en Afrique du Sud.

Nedbank confirme un recul important des grands projets d'investissement en 2023 (Nedbank)

Selon la revue annuelle de la banque commerciale sud-africaine *Nedbank*, le montant total des projets d'investissement majeurs (supérieurs à 20 M ZAR soit 1 M EUR) a fortement diminué en 2023, pour la troisième année consécutive. Ainsi, en 2023 la valeur des projets majeurs identifiés par *Nedbank* atteignait 185 Mds ZAR (soit 9,1 Mds EUR), contre 260 Mds ZAR un an plus tôt et 427 Mds ZAR en 2020. Selon le rapport, le gouvernement devient le premier investisseur (+460%, à 102 Mds ZAR) au dépend du secteur privé (-72%, à 56 Mds ZAR). *Nedbank* affirme que les conditions économiques défavorables incitent en effet les entreprises à repousser leurs plans d'investissements. Les projets recensés concernent principalement le secteur de l'eau et de l'électricité (67 Mds ZAR, soit 36,2% du total), des services communautaires (58 Mds ZAR, soit 31,5%) portés largement par le projet de modernisation du système d'égout de la ville du Cap, et les transports (27 Mds ZAR, soit 14,7%) concentrés autour des infrastructures routières. Ces résultats interviennent alors que la formation brute de capital fixe dans l'économie a diminué lors du troisième trimestre 2023 pour la première fois depuis deux ans (-3,4% pour représenter 15% du PIB contre 15,5% le trimestre précédent). L'indicateur montrait jusqu'alors une certaine résilience grâce aux investissements dans des équipements de production électrique (machine, panneaux solaires, générateurs), alors que les entreprises ont investi massivement pour sécuriser leur approvisionnement en électricité. Dans un contexte marqué par une confiance morose des agents économiques et des prévisions de croissance atone, les projets dans la transition énergétique pourraient toutefois relancer la dynamique d'investissement : *Nedbank* anticipe ainsi un rebond de la formation de capital fixe en 2024 et 2025 (+0,5% et +3,9%).

Le Président sud-africain Ramaphosa mentionne un ambitieux projet de train à grande vitesse lors de son discours du l'Etat de la Nation (SONA) (MyBroadband)

Lors de son discours sur l'Etat de la Nation (SONA) le 8 février 2024 au Cap, le Président Ramaphosa a évoqué le fait que le gouvernement sud-africain ait approuvé un cadre pour le train à grande vitesse Johannesburg-Durban. Selon le président, la prochaine étape consistera pour les ministres des transports et des finances à discuter des implications financières de la mise en œuvre du projet de train à grande vitesse. Il a ainsi annoncé une future étude de faisabilité détaillée sur les corridors Johannesburg-Polokwane-Musina et Johannesburg-Mbombela. Un livre blanc sur la politique ferroviaire nationale, qui jette les bases de la création de corridors ferroviaires à grande vitesse avait été publié en 2022 et cette annonce semble être la continuité de cette initiative. Pour rappel, M. Ramaphosa avait déjà mentionné des projets de trains à grande vitesse lors du SONA 2019, sans qu'aucune avancée majeure n'ait été réalisée pour l'instant. Par ailleurs, la contrainte financière qui pèse sur le gouvernement, ainsi que les défis techniques liés à la topographie du terrain entre Johannesburg et Durban, font peser de fortes incertitudes sur ces ambitions. Chen Xiaodong, Ambassadeur de Chine en Afrique du Sud, avait néanmoins indiqué en 2022 la volonté de son pays à coopérer avec l'Afrique du Sud pour le déploiement d'un réseau ferroviaire à grande vitesse.

Angola

Le Trésor angolais injecte 300 M USD sur le marché des changes (Angonoticias)

La Banque centrale angolaise (*Banco Nacional de Angola*) a annoncé que le Trésor mettait à disposition des banques commerciales 300 M USD (278M €) le 14 février. Ce montant qui devait être disponible tout au long de la semaine via des sessions quotidiennes de vente de devises sur la plateforme Bloomberg FXGO a été acquis durant la première session.

Cette opération visait à rassurer le marché des changes en fournissant une quantité supplémentaire de devises (moyenne mensuelle de 600 M USD contre 1,2 Mrd USD début 2023), à garantir la liquidité du système financier et à soutenir les opérations des banques.

La Banque centrale commente l'évolution et les perspectives du marché des changes (Banque centrale)

Le gouverneur de la banque centrale (BNA) a présenté la situation économique internationale et nationale, en mettant l'accent sur le ralentissement du rythme de croissance de l'économie mondiale, la réduction du prix du pétrole, l'accès difficile au financement sur les marchés internationaux en raison de la persistance du conflit militaire en Europe de l'Est, le maintien d'une politique monétaire restrictive par les principales banques centrales et l'éclatement du conflit militaire au Moyen-Orient. Le directeur du département des statistiques de la BNA, a indiqué que les réserves internationales étaient de 14,7 Mds USD fin 2023, contre 14,6 Mds USD en décembre 2022, soit 8,4 mois d'importations. Quant aux perspectives du marché des changes, le gouverneur a indiqué qu'elles seraient caractérisées par (i) le maintien de l'offre de devises aux niveaux actuels, soit une moyenne d'environ 600M USD par mois, (ii) la poursuite des transactions sur la plateforme Bloomberg et (iii) la stabilité du niveau des réserves internationales, qui continueront à garantir la viabilité extérieure et contribueraient, en dernier recours, à honorer les engagements extérieurs de l'État.

Mozambique

Le gouvernement botswanais va injecter 621 M P (42,1 M EUR) dans le secteur aérien (Mmegi)

Le projet de budget 2024-2025 du gouvernement du Botswana prévoit notamment 121 M P (8,2 M EUR) pour soutenir la santé financière de la compagnie nationale Air Botswana, après 166 M P (11, 2 M EUR) en 2023-2024. Le

budget doit être approuvé en mars 2024. La ministre des finances Peggy Serame a déclaré que ce montant servirait à la maintenance des aéroports, l'amélioration de la surveillance de l'espace aérien du Botswana, la mise à niveau de l'infrastructure des services de navigation aérienne, l'installation et l'amélioration des systèmes de sécurité des aéroports, le remplacement obligatoire des moteurs, l'acquisition d'équipements de sécurité pour les aéroports ainsi que l'amélioration de la sécurité et de la sûreté des aéroports existants. Air Botswana n'est pas rentable depuis des années et continue d'attendre la privatisation et un partenaire stratégique. La compagnie aérienne exploite deux avions ATR72-600 et un avion ERJ 170-100LR appartenant à la compagnie.

Mozambique

Le budget prévoit une hausse de l'endettement externe (Ministère des Finances)

Dans un contexte de léger tassement de la croissance économique, le budget expansionniste prévu par la Loi de finances 2024 – année électorale - prévoit un creusement sensible de l'endettement public en 2024. Prenant pour hypothèses une croissance de 5,5% pour 2024 (6,0% estimé en 2023) et une inflation annuelle de 7,0% (3,9% en 2023 selon la dernière estimation révisée du FMI), la Loi de finance 2024 anticipe une augmentation des dépenses publiques de 20% à 8,9 Mds USD, soit 37% du PIB. Les recettes, quant à elles, n'atteindrait que 6,7 Mds USD, hors emprunts internes et ressources externes, soit 25% du PIB. En prenant compte les dons et apports extérieurs, le déficit serait néanmoins ramené à seulement 1% du PIB, ce qui est en phase avec la dernière projection du FMI, qui annonce un déficit primaire après dons de -0,9%. L'institution internationale relève que la dette publique, dont le risque de surendettement est jugé très élevé, passerait de 91,9% du PIB fin 2023 à 96,2% fin 2024. Cette dégradation porterait essentiellement sur la dette externe, qui monterait de 65,9 % à 69,1% du PIB.

Malawi

Le Président Chakwera dresse un portrait sombre du pays dans son discours sur l'état de la nation (Parlement)

Le vendredi 9 février, le Président Chakwera a délivré son discours sur l'état de la nation (*State Of the Nation Address – SONA*) en ouverture de la session parlementaire, la quatrième de son mandat. Le président a dressé un portrait sombre de l'état actuel du pays, qui fête le soixantième anniversaire de son indépendance, soulignant que cette période appelait au « sérieux ». Il a ainsi rappelé les difficultés de l'économie et la « souffrance » de la population, causés par une accumulation de choc externe (impact de la guerre en Ukraine) et domestique (événements climatiques extrêmes – cyclone Freddy en 2022). Il a aussi dénoncé les dérives des précédentes administrations, accusées d'avoir détruit le tissu de production économique. La croissance a ainsi atteint 1,7% en 2023 (*FMI*), l'inflation a bondi à 34,5% sur un an en décembre et l'insécurité alimentaire a touché désormais 4,4 M de Malawites en 2023 (+15% depuis l'année dernière soit désormais environ 20% de la population). Le Président a toutefois présenté les progrès réalisés par son gouvernement, confirmant les trois priorités évoquées depuis sa prise de fonction - renforcer la sécurité alimentaire, créer suffisamment d'emplois et de richesse en diversifiant la base exportatrice – développement de la productivité agricole, du tourisme et du secteur minier (Stratégie ATM). Sur le plan alimentaire et agricole, il a rappelé les actions entreprises : distributions alimentaires, vente de réserves de grain stratégique pour stabiliser le prix du maïs et renforcement du programme de subventions aux intrants (AIP). Il souligne également l'assouplissement du régime de visa mis en place en décembre pour favoriser le tourisme – 79 nationalités exemptées, dont la France. Enfin, suivant la mise en place du programme de financement FMI (*Extended Credit Facility*) en novembre 2023, le Président s'est réengagé à poursuivre les mesures d'austérité – un point qui sera scruté de près par le Fonds et les bailleurs, alors que le budget pour l'exercice 2024/2025 devrait être présenté le 23

Février. Le président a ainsi conclu que l'effort collectif permettra le retour de la croissance économique et la « guérison du peuple souffrant ».

Le Malawi lève les restrictions de visa pour 79 pays dont la France (*Business Insider Africa*)

Afin de stimuler le tourisme et le commerce dans le pays, le Malawi qui manque actuellement cruellement de devises étrangères a supprimé les restrictions de visa pour les voyageurs de 79 pays dont la France. La mesure concerne la plupart de nombreux pays (France, Etats-Unis, Chine, Allemagne...), de nombreux pays africains (Ghana, Gambie, Sierra Leone...) et tous les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Les révisions comprennent également des exceptions pour des groupes spécifiques, notamment les diplomates et les fonctionnaires, ainsi que les pays qui ont conclu des accords d'échanges mutuels de visas à entrées multiples avec le Malawi. Ces derniers ont désormais une durée de validité allant jusqu'à 12 mois.

Namibie

La Banque centrale maintient son taux directeur à 7,75% (*Bank of Namibia*)

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (*Bank of Namibia - BoN*) a décidé de laisser inchangé son taux directeur à 7,75% lors de son comité de politique monétaire, qui s'est tenu les 12 et 13 février. L'institution justifie sa décision par la modération de l'inflation domestique. En moyenne, l'indicateur a en effet atteint 5,9% en 2023, contre 6,1% en 2022. Par ailleurs, la Banque centrale anticipe une nouvelle baisse de l'inflation en 2024, à 4,8% (estimation inchangée depuis le dernier comité). En janvier 2024, l'indicateur était stable à 5,4%, principalement porté par les produits alimentaires (+6,5%, soit une contribution de +1,3 points à l'inflation totale), le logement, eau et électricité (+4,5%, soit 1,1 point) et les transports (+6,1%, soit +0,9

point). En parallèle, la BoN a communiqué sur son niveau de réserves, qui se maintient à près de 50 Mds NAD, +1,4% depuis le dernier comité de décembre), bien qu'il décroisse en termes de couverture des importations (3,7 mois de couverture des importations contre 5,1 auparavant). Cette baisse importante est probablement liée à l'augmentation des importations (notamment pétrolière) du pays fin-2023. L'institution considère que ce niveau reste satisfaisant pour faire face à ses obligations de paiement et maintenir la parité entre le dollar namibien et le rand, le FMI recommande de son côté un niveau supérieur à 3 mois. Le prochain Comité de politique monétaire se tiendra les 15 et 16 avril.

Zambie

La Banque centrale rehausse son taux directeur de 1,5 point à 12,5% (*Bank of Zambia*)

Le Comité de politique monétaire de la banque centrale (*Bank of Zambia*), qui s'est réuni les 13 et 14 février, a réhaussé son taux directeur de 1,5 point, à 12,5%. Cette décision succède à l'annonce de la hausse du ratio de réserves obligatoires de 9 points 12 jours plus tôt (voir : [Brèves de la semaine précédente](#)). L'institution monétaire justifie ses décisions par la hausse des pressions inflationnistes au cours du dernier trimestre 2023 à 12,9% (contre 11% au troisième trimestre). L'inflation a augmenté de 13,2% au mois de janvier, bien au-delà de la fourchette cible de la *Bank of Zambia* (6 à 8%), portée par la dépréciation du kwacha (-30% sur un an) qui renforce l'inflation importée et des conditions météorologiques défavorables qui renchérissent les prix des denrées alimentaires. Le prochain comité de politique monétaire se tiendra les 13 et 14 mai.

Le président zambien Hichilema promeut le potentiel du corridor de Lobito (*Lusakatimes*)

Le président zambien Hichilema a présidé le Lobito Corridor Private Sector Investment Forum (8 février 2024) auquel ont participé des délégués de l'Angola, de la République démocratique du Congo

(RDC) et de la Zambie, ainsi que des représentants des États-Unis, dont Amos Hochstein l'envoyé spécial pour les affaires énergétiques internationales du président Biden, de l'Union européenne (UE) et des pays européens. Le président a utilisé cette tribune pour mettre en évidence l'impact potentiel du projet de ligne de chemin de fer du corridor de Lobito. Il a rappelé qu'une fois complétée, la ligne ferroviaire établira un lien vital entre la Zambie et l'océan Atlantique en passant par l'Angola. Il a également rappelé le rôle de plaque tournante de la Zambie, qui dispose par ailleurs d'un couloir ferroviaire vers l'océan Indien via la ligne TAZAR. Selon lui, ce développement promet de moderniser la logistique des transports, de faciliter le commerce et d'attirer les investissements dans divers secteurs, notamment l'agriculture, l'industrie manufacturière, les énergies renouvelables et le tourisme. Il a en particulier mis en avant l'initiative de collaboration dans le domaine du commerce des batteries électriques entre la Zambie, la RDC et les États-Unis, que le corridor devrait soutenir. La région est en effet stratégique pour la sécurisation des approvisionnements en minéraux critiques, notamment cuivre et cobalt. Enfin, il a exhorté le secteur privé ainsi que les acteurs institutionnels à investir et à faire fi des difficultés susceptibles d'entraver l'avancement du projet. Cet appel semble avoir eu un certain écho puisque plus de 250 chefs d'entreprise du monde entier étaient présents même si aucun investissement concret n'a été annoncé. Cette présence était probablement aussi dû à la volonté affichée des États-Unis, l'UE et la Banque africaine de Développement à investir dans ce projet tout en soutenant les investisseurs privés. M. Hochstein s'est par ailleurs montré optimiste en prévoyant une mise en service avant 2028.

Zimbabwe

Le FMI conclut une mission d'analyse économique (FMI)

A l'issue d'une mission d'analyse économique, menée du 31 janvier au 14 février, le Fonds Monétaire international (FMI) a publié, dans un communiqué, ses

premières conclusions. Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'article IV mais aussi d'une discussion sur la mise en place d'un *Staff Monitored Programm* (programme d'assistance technique sans financement). L'institution monétaire rappelle la fragilité du cadre macroéconomique et les difficultés structurelles de l'économie zimbabwéenne, dont la croissance avait pourtant témoigné d'une certaine résilience en 2023 (5,3%), portée par les secteurs agricole et minier. Elle devrait ralentir à 3,2% en 2024, grevée par des sécheresses néfastes pour l'agriculture et la baisse des prix des minéraux exportés. Le FMI rappelle que l'instabilité monétaire s'est intensifiée, la monnaie s'étant dévaluée de 95% depuis décembre 2023 portée par une croissance de la masse monétaire colossale. La prime de change sur le marché demeure par ailleurs supérieure à 30%. L'objet des discussions portait principalement sur les politiques à mettre en place dans la perspective d'un SMP, pour contenir les pressions fiscales, notamment via l'arrêt des opérations quasi-fiscales. L'institution financière internationale a ainsi encouragé le gouvernement à poursuivre sa réforme du marché des changes. Alors que la

progression plus rapide qu'anticipé du service de la dette devrait entraîner un déficit important dans le budget 2024, elle a rappelé la nécessité de restructurer la dette et de solder les arriérés de paiement, encourageant l'initiative des bailleurs internationaux (Plateforme de dialogue structurée, initiative portée par la Banque Africaine de Développement).

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	15/02/2024	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	19,0 ZAR	-0,4%	-1,8%	-4,5%	-3,8%
Angola	829,0 AOA	0,1%	-0,1%	-39,1%	0,0%
Botswana	13,6 BWP	-0,4%	-1,5%	-4,2%	-2,2%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	26,5 ZMW	1,7%	-1,4%	-26,5%	2,6%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2024)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda

leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr